



ASSEMBLÉE NATIONALE

DEUXIÈME SESSION

TRENTE-CINQUIÈME LÉGISLATURE

Procès-verbal

de l'Assemblée

Le mardi 10 décembre 1996 — N° 66

**Président de l'Assemblée nationale :
M. Jean-Pierre Charbonneau**

QUÉBEC

10 décembre 1996

10 décembre 1996

Le mardi 10 décembre 1996

N° 66

La séance est ouverte à 10 h 03.

Moment de recueillement

AFFAIRES COURANTES

Présentation de projets de loi

Mme Marois, ministre de l'Éducation, propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi:

n° 85 Loi modifiant la Loi sur l'aide financière aux étudiants et la Loi sur les collèges d'enseignement général et professionnel.

La motion est adoptée.

Mme Harel, ministre de la Sécurité du revenu, propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi:

n° 84 Loi modifiant la Loi sur la sécurité du revenu.

La motion est adoptée.

10 décembre 1996

Dépôt de documents

Mme Harel, ministre d'État de l'Emploi et de la Solidarité et ministre de la Sécurité du revenu, dépose:

Un document de consultation ainsi que sa synthèse sur la réforme de la sécurité du revenu intitulé «Un parcours vers l'insertion, la formation et l'emploi».

(Dépôt n° 552-961210)

M. le Président dépose les rapports de mission suivants:

Le rapport, présenté par M. François Beaulne, député de Marguerite-D'Youville, de la réunion du Groupe de travail sur les problèmes frontaliers de l'Association parlementaire Ontario-Québec (APOQ), tenue à Hull le 21 juin 1996.

(Dépôt n° 553-961210)

Le rapport, présenté par M. Claude Pinard, vice-président de l'Assemblée nationale, de la 21^e assemblée générale annuelle de la Fédération des communautés francophones et acadienne du Canada (FCFA), tenue à Ottawa les 22 et 23 juin 1996.

(Dépôt n° 554-961210)

Le rapport, présenté par M. Jean-Pierre Charbonneau, Président de l'Assemblée nationale, de la réunion du Bureau et de la XXII^e session ordinaire de l'Assemblée internationale des parlementaires de langue française (AIPLF), tenues à Antananarivo, Madagascar, du 6 au 10 juillet 1996.

(Dépôt n° 555-961210)

Le rapport, présenté par M. Jean-Pierre Charbonneau, Président de l'Assemblée nationale, de l'assemblée annuelle de l'Eastern Regional Conference du Council of State Governments (ERC/CSG), tenue à Princeton, New Jersey, du 13 au 18 juillet 1996.

(Dépôt n° 556-961210)

Le rapport, présenté par M. Lévis Brien, député de Rousseau, de la 35^e conférence régionale canadienne de l'Association parlementaire du Commonwealth (APC), tenue à Winnipeg,

10 décembre 1996

Manitoba, du 27 juillet au 2 août 1996.

(Dépôt n° 557-961210)

Le rapport, présenté par M. Jean-Pierre Charbonneau, Président de l'Assemblée nationale, de la XIII^e session de l'Assemblée régionale Amérique de l'Assemblée internationale des parlementaires de langue française (AIPLF), tenue à Mont-Carmel, Île-du-Prince-Édouard, du 14 au 18 août 1996

(Dépôt n° 558-961210)

Le rapport, présenté par M. Robert Kieffer, député de Groulx, de l'assemblée annuelle de la Midwestern Legislative Conference du Council of State Governments (MLC/CSG), tenue à Rapid City, Dakota du Sud, du 17 au 29 août 1996.

(Dépôt n° 559-961210)

Le rapport, présenté par Mme Céline Signori, députée de Blainville, de la 42^e Conférence parlementaire du Commonwealth (CPA), tenue à Kuala Lumpur, Malaisie, du 19 au 24 août 1996.

(Dépôt n° 560-961210)

Le rapport, présenté par M. Michel Létourneau, député d'Ungava, de la mission du comité directeur de la Délégation de l'Assemblée nationale pour les relations avec l'Europe, réalisée au Parlement européen, à Strasbourg, France, du 16 au 20 septembre 1996, et à Bruxelles, Belgique, les 23 et 24 septembre 1996.

(Dépôt n° 561-961210)

Le rapport, présenté par M. Jean-Pierre Charbonneau, Président de l'Assemblée nationale, de la mission préparatoire de la Conférence parlementaire des Amériques, réalisée à Ottawa et à Washington les 25 et 26 septembre 1996.

(Dépôt n° 562-961210)

Le rapport, présenté par M. Robert Kieffer, député de Groulx, de la mission conjointe de l'Eastern Regional Conference du Council of State Governments et de l'Assemblée nationale dans les provinces maritimes, réalisée en Nouvelle-Écosse, au Nouveau-Brunswick et à l'Île-du-Prince-Édouard du 30 septembre au 3 octobre 1996.

(Dépôt n° 563-961210)

Le rapport, présenté par Mme Jeanne L. Blackburn, députée de Chicoutimi, de la XI^e session de la Commission interparlementaire franco-québécoise, tenue à Paris, France, du 6 au 12 octobre 1996.

(Dépôt n° 564-961210)

10 décembre 1996

Puis, il dépose les rapports d'accueil suivants:

Le rapport, présenté par M. Jean-Pierre Charbonneau, Président de l'Assemblée nationale, de la visite à l'Assemblée nationale des présidents du Sénat et de la Chambre des députés de la République d'Haïti, qui s'est déroulée à Québec les 21 et 22 août 1996.

(Dépôt n° 565-961210)

Le rapport, présenté par M. Michel Létourneau, député d'Ungava, de la visite d'une délégation de députés du Parlement européen, qui s'est déroulée à Québec le 17 octobre 1996 et dans le Nord québécois les 18 et 19 octobre 1996.

(Dépôt n° 566-961210)

Dépôt de rapports de commissions

M. Paquin (Saint-Jean), au nom de M. Landry (Bonaventure), dépose:

Le rapport de la Commission des institutions qui, les 30 mai, 4, 10, 11 et 14 juin, 3 septembre, 30 et 31 octobre, 5, 6, 20 et 21 novembre ainsi que le 3 décembre 1996, a étudié en détail le projet de loi:

n° 130Loi sur la justice administrative – l'étude détaillée du projet de loi n'a pas été complétée.

(Dépôt n° 567-961210)

M. Baril (Arthabaska) dépose:

Le rapport de la Commission du budget et de l'administration qui, le 9 décembre 1996, a étudié en détail le projet de loi:

n° 66Loi instituant le Fonds de gestion des départs assistés – Rapporté sans amendement.

(Dépôt n° 568-961210)

10 décembre 1996

M. Sirros (Laurier-Dorion) dépose:

Le rapport de la Commission de l'économie et du travail qui, le 6 décembre 1996, a étudié en détail le projet de loi:

n° 75 Loi modifiant la Loi sur les décrets de convention collective – Rapporté avec des amendements.
(Dépôt n° 569-961210)

M. Laurin (Bourget) dépose:

Le rapport de la Commission de l'aménagement et des équipements qui, les 26 novembre, 3, 5 et 6 décembre 1996, a étudié en détail le projet de loi:

n° 12 Loi modifiant le Code de la sécurité routière et d'autres dispositions législatives – Rapporté avec des amendements.
(Dépôt n° 570-961210)

Dépôt de pétitions

M. Paradis (Brome-Missisquoi) dépose:

L'extrait d'une pétition, signée par 55 pétitionnaires du comté de Brome-Missisquoi, concernant le loyer des HLM et le nombre de logements sociaux.

(Dépôt n° 571-961210)

Sont déposés trois extraits de pétition concernant le projet de fermeture du Tribunal Jeunesse de l'ouest de l'île de Montréal:

10 décembre 1996

- le premier, extrait d'une pétition signée par 326 pétitionnaires de l'ouest de l'île de Montréal, par M. Marsan (Robert-Baldwin);
(Dépôt n° 572-961210)
- le deuxième, extrait d'une pétition signée par 265 pétitionnaires de l'ouest de l'île de Montréal, par M. Williams (Nelligan);
(Dépôt n° 573-961210)
- le troisième, extrait d'une pétition signée par 1100 pétitionnaires de l'ouest de l'île de Montréal, par M. Kelley (Jacques-Cartier).
(Dépôt n° 574-961210)

Questions et réponses orales

Il est procédé à la période de questions orales des députés.

Motions sans préavis

M. Boisclair, ministre délégué aux Relations avec les citoyens et à l'Immigration, propose:

QU'en cette Journée internationale des droits de l'homme l'Assemblée nationale du Québec souligne le 10^e anniversaire de la Déclaration du gouvernement du Québec sur les relations interethniques et interraciales, adoptée le 10 décembre 1986.

Du consentement de l'Assemblée, en application de l'article 84 du Règlement, un débat s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est mise aux voix; un vote par appel nominal est exigé.

La motion est adoptée par le vote suivant:

(Vote n° 82 en annexe)

Pour: **88** Contre: **0** Abstention: **0**

Mme Dionne-Marsolais, ministre déléguée à l'Industrie et au Commerce, propose:

10 décembre 1996

QUE l'Assemblée nationale du Québec rende hommage aux lauréats des Prix du Québec 1996 dans les domaines culturel et scientifique pour leur remarquable contribution à l'essor de notre société et félicite plus particulièrement Mme Monique Bosco, pour le prix Athanase-David, M. Melvil Charney, pour le prix Paul-Émile Borduas, M. Jacques de Champlain, pour le prix Wilder-Penfield, M. Jacques Genest, pour le prix Armand-Frappier, M. Jacques Giraldeau, pour le prix Albert-Tessier, M. Stephen Hanessian, pour le prix Marie-Victorin, M. Michel Lessard, pour le prix Gérard-Morisset, M. Henry Mintzberg, pour le prix Léon-Gérin, et M. François Morel, pour le prix Denise-Pelletier.

Du consentement de l'Assemblée, en application de l'article 84 du Règlement, un débat s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

M. Bélanger, leader du gouvernement, propose:

QUE la Commission des affaires sociales procède à des consultations particulières et tienne des auditions publiques sur le livre vert intitulé «La réforme de la sécurité du revenu: Un parcours vers l'insertion, la formation et l'emploi», à compter du 21 janvier 1997 et, à cette fin, entende les organismes suivants:

- Association féminine d'éducation et d'action sociale (AFEAS)
- Association des manufacturiers et exportateurs du Québec
- Association des propriétaires du Québec
- Association des services externes de main-d'oeuvre (ASEMO)
- Au bas de l'échelle
- Association de défense des droits sociaux du Montréal métropolitain (ADDSMM)
- Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et préretraitées (AQDR)
- Association internationale des machinistes travailleurs en aérospatial

- Regroupement des CEDEC
- Centrale de l'enseignement du Québec
- Centrale immobilière Mérite inc.
- Centrale des syndicats démocratiques (CSD)
- Cercle des fermières du Québec
- Coalition des associations de consommateurs
- Coalition des organismes communautaires pour le développement de la main-d'oeuvre (ICEA)

10 décembre 1996

- Coalition pour la survie des droits sociaux
- Comité national d'action politique des femmes du PQ
- Comité des jeunes du PQ
- Commission des droits de la personne
- Comité des jeunes libéraux
- Confédération des organismes familiaux du Québec
- Confédération des fédérations des organismes de personnes handicapées du Québec
- Confédération des syndicats nationaux (CSN)
- Conseil de la famille
- Conseil d'intervention d'accès pour les femmes au travail du Québec (CIAFT)
- Conseil du patronat du Québec
- Conseil des relations interculturelles
- Conseil du statut de la femme
- Conseil permanent de la jeunesse
- Conseil québécois du commerce de détail
- Corporation des propriétaires immobiliers du Québec (CORPIQ)
- Fédération des associations des familles monoparentales du Québec
- Fédération des associations coopératives d'économie familiales (FACEF)
- Fédération des centres d'action bénévole du Québec
- Fédération des CEGEP
- Fédération des chambres de commerce du Québec
- Fédération des commissions scolaires du Québec
- Fédération des femmes du Québec
- Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec (FTQ)
- Fonds d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPPU)
- Front commun des personnes assistées sociales du Québec
- Ligue des droits et libertés

- Ligue des propriétaires de Montréal
- L'R des femmes du Québec
- Mouvement action chômage
- Mouvement des caisses Desjardins
- Mouvement d'éducation populaire et d'action communautaire du Québec
- Organisation aide aux assistés sociaux
- Projet Genèse
- Regroupement des organismes volontaires d'éducation populaire
- Regroupement québécois des organismes pour le développement de l'employabilité (RQODE)
- Regroupement pour la relance économique et sociale du sud-ouest (RESO)
- Solidarité populaire Québec
- Syndicat de la fonction publique du Québec
- Syndicat de professionnels et professionnelles du Québec
- Table des regroupements provinciaux des organismes communautaires et bénévoles

10 décembre 1996

- Union des municipalités du Québec (UMQ)
- Union des municipalités régionales de comté et des municipalités locales du Québec (UMRCQ)
- Union des producteurs agricoles (UPA)

QU'une période de trente minutes soit prévue pour les remarques préliminaires, partagée également entre les membres du groupe parlementaire formant le gouvernement et les députés formant l'opposition;

QU'une période de trente minutes soit prévue pour les remarques finales, partagée également entre les membres du groupe parlementaire formant le gouvernement et les députés formant l'opposition;

QUE la durée maximale de l'exposé de chaque organisme soit de vingt minutes et l'échange avec les membres de la commission soit d'une durée maximale de quarante minutes partagées également entre les membres du groupe parlementaire formant le gouvernement et les députés formant l'opposition;

QUE la ministre de la Sécurité du revenu soit membre de ladite commission pour la durée du mandat.

Du consentement de l'Assemblée, en application de l'article 84 du Règlement, la motion est adoptée.

Avis touchant les travaux des commissions

M. Bélanger, leader du gouvernement, convoque:

- la Commission de l'aménagement et des équipements, afin de poursuivre son étude détaillée du projet de loi n° 30, Loi modifiant la Loi sur la Société d'habitation du Québec, et afin de tenir des consultations particulières sur le projet de loi n° 43, Loi sur les véhicules hors route;
- la Commission de l'économie et du travail, afin d'étudier en détail le projet de loi n° 78, Loi modifiant diverses dispositions législatives relatives à l'industrie de la construction;
- la Commission des institutions, afin d'étudier en détail le projet de loi n° 131, Loi modifiant la Loi sur le ministère du Conseil exécutif concernant l'éthique et la déontologie, et afin de poursuivre son étude détaillée du projet de loi n° 77, Loi modifiant la Loi de police et d'autres dispositions législatives;

10 décembre 1996

—la Commission du budget et de l'administration, afin de poursuivre son étude détaillée du projet de loi n° 3, Loi sur l'élimination du déficit et l'équilibre budgétaire, et afin d'entendre les intéressés et d'étudier en détail les projets de loi d'intérêt privé suivants: le projet de loi n° 214, Loi concernant le Groupement des chefs d'entreprise du Québec; le projet de loi n° 238, Loi concernant la conversion de l'Entraide assurance-vie, société de secours mutuels, en une compagnie mutuelle d'assurance; le projet de loi n° 209, Loi concernant des fédérations, conseils centraux et syndicats affiliés à la Confédération des syndicats nationaux (CSN); le projet de loi n° 210, Loi concernant la Congrégation Shaar Hashomayim (Porte du Ciel), et le projet de loi n° 202, Loi modifiant la Loi constituant en corporation Les Soeurs de Sainte-Anne.

AFFAIRES DU JOUR

Projets de loi du gouvernement

Adoption du principe

Mme Dionne-Marsolais, ministre déléguée à l'Industrie et au Commerce, propose que le principe du projet de loi n° 76, Loi instituant le Fonds de partenariat touristique, soit maintenant adopté.

Un débat s'ensuit.

À 12 h 58, M. le Président suspend la séance jusqu'à 15 heures.

10 décembre 1996

La séance reprend à 15 h 09.

Adoption du principe

Sur la motion de Mme Caron, leader adjointe du gouvernement, le débat sur l'adoption du principe du projet de loi n° 76, Loi instituant le Fonds de partenariat touristique, est ajourné.

M. Trudel, ministre des Affaires municipales, propose que le principe du projet de loi n° 63, Loi sur les sociétés d'économie mixte dans le secteur municipal, soit maintenant adopté.

Un débat s'ensuit.

Sur la motion de Mme Caron, leader adjointe du gouvernement, le débat est ajourné.

À 17 h 52, M. Pinard, vice-président, suspend la séance jusqu'à 20 heures.

La séance reprend à 20 h 07.

Adoption du principe

10 décembre 1996

M. Landry, ministre des Finances, propose que le principe du projet de loi n° 69, Loi modifiant la Loi sur les caisses d'épargne et de crédit, soit maintenant adopté.

Un débat s'ensuit.

Sur la motion de Mme Caron, leader adjointe du gouvernement, le débat est ajourné.

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de Mme Dionne-Marsolais, ministre déléguée à l'Industrie et au Commerce, proposant que le principe du projet de loi n° 76, Loi instituant le Fonds de partenariat touristique, soit maintenant adopté.

Le débat terminé, la motion est adoptée à la majorité des voix et, en conséquence, le principe du projet de loi n° 76 est adopté.

Sur la motion de Mme Caron, leader adjointe du gouvernement, le projet de loi n° 76 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission de l'économie et du travail.

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Trudel, ministre des Affaires municipales, proposant que le principe du projet de loi n° 63, Loi sur les sociétés d'économie mixte dans le secteur municipal, soit maintenant adopté.

Le débat terminé, la motion est adoptée à la majorité des voix et, en conséquence, le principe du projet de loi n° 63 est adopté.

Sur la motion de Mme Caron, leader adjointe du gouvernement, le projet de loi n° 63 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission de l'aménagement et des équipements.

L'Assemblée reprend le débat sur la motion d'amendement de M. Mulcair (Chomedey), proposant que soit reportée l'adoption du principe du projet de loi n° 67, Loi instaurant une procédure de révision administrative en matière d'évaluation foncière et modifiant d'autres dispositions législatives.

10 décembre 1996

Le débat terminé, la motion est mise aux voix; un vote par appel nominal est exigé.

La motion est rejetée par le vote suivant:

(Vote n° 83 en annexe)

Pour: **18** Contre: **51** Abstention: **0**

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Trudel, ministre des Affaires municipales, proposant que le principe du projet de loi n° 67, Loi instaurant une procédure de révision administrative en matière d'évaluation foncière et modifiant d'autres dispositions législatives, soit maintenant adopté.

Le mercredi 11 décembre 1996

Le débat terminé, la motion est mise aux voix; un vote par appel nominal est exigé.

À la demande de Mme Caron, leader adjointe du gouvernement, le vote est reporté à la période des affaires courantes de la prochaine présente séance.

Adoption

Mme Marois, ministre de l'Éducation, propose que le projet de loi n° 45, Loi sur les fondations universitaires, soit adopté.

Après débat, la motion est adoptée et, en conséquence, le projet de loi n° 45 est adopté.

10 décembre 1996

À 0 h 37, sur la motion de Mme Caron, leader adjointe du gouvernement, l'Assemblée s'ajourne à 10 heures, ce mercredi 11 décembre 1996.

Le Président

JEAN-PIERRE CHARBONNEAU

ANNEXE

VOTES PAR APPEL NOMINAL

Sur la motion de M. Boisclair, ministre délégué aux Relations avec les citoyens et à l'Immigration, présentée lors des motions sans préavis:

(Vote n° 82)

POUR - 88

Barbeau	Bourbeau	Chenail	Gautrin
Baril	Brien	Cherry	Gauvin
(Berthier)	Brodeur	Chevrette	Gendron
Beaudet	Campeau	Cliche	Gobé
Beaulne	Chagnon	Copeman	Houda-Pepin
Beaumier	Charbonneau	Côté	Johnson
Bégin	(Bourassa)	Delisle	Jolivet
Bélanger	Charest	Désilets	Julien
(Anjou)		Deslières	
Bergman		Dion	
Bertrand		Dionne-Marsolais	
(Charlevoix)		Doyer	
Blais		Farrah	
Boisclair		Fournier	
Bordeleau		Frulla	
Bouchard		Gagnon	
Boucher		Gaulin	

10 décembre 1996

Jutras	Paquin
Kelley	Paradis
Lachance	Pelletier
Lafrenière	Perron
Landry	Poulin
(<i>Bonaventure</i>)	Rioux
Landry	Rivard
(<i>Verchères</i>)	Robert
Laporte	Rochon
Laprise	Saint-André
Laurin	Signori
Le Hir	Simard
Leduc	(<i>La Prairie</i>)
Lefebvre	Simard
Lelièvre	(<i>Richelieu</i>)
LeSage	Sirros
Létourneau	Thérien
Maciocia	Trudel
MacMillan	Vaive
Marsan	Vallières
Middlemiss	Vermette
Morin	Williams
(<i>Nicolet-Yamaska</i>)	
Mulcair	
Ouimet	

CONTRE - 0

ABSTENTION - 0

Sur la motion d'amendement de M. Mulcair (Chomedey), proposant que soit reportée l'adoption du principe du projet de loi n° 67, Loi instaurant une procédure de révision administrative en matière d'évaluation foncière et modifiant d'autres dispositions législative:

(Vote n° 83)

POUR - 18

Beudet	Brodeur	Charbonneau	Gagnon-Tremblay
Benoit		(<i>Bourassa</i>)	
Bergman		Copeman	
Bordeleau		Delisle	

10 décembre 1996

Gautrin	Ouimet
Gauvin	Paradis
Gobé	Vaive
Lefebvre	Williams
Middlemiss	

CONTRE - 51

Barbeau	Caron	Jutras	Pelletier
Baril	Charest	Landry	Perreault
<i>(Arthabaska)</i>	Chevrette	<i>(Bonaventure)</i>	Rioux
Beaulne	Cliche	Laprise	Rivard
Beaumier	Côté	Laurin	Robert
Bélanger	Désilets	Lelièvre	Rochon
<i>(Anjou)</i>	Deslières	Léonard	Signori
Bertrand	Dion	Létourneau	Simard
<i>(Charlevoix)</i>	Dionne-Marsolais	Malavoy	<i>(La Prairie)</i>
Bertrand	Doyer	Marois	Simard
<i>(Portneuf)</i>	Gagnon	Morin	<i>(Richelieu)</i>
Boucher	Garon	<i>(Dubuc)</i>	Vermette
Boulerice	Gaulin	Morin	
Brassard	Gendron	<i>(Nicolet-Yamaska)</i>	
Brien	Jolivet	Paquin	
Campeau	Julien	Paré	

ABSTENTION - 0